

France Après le tollé suscité par l'annulation d'un mariage pour non virginité, le débat sur l'incompatibilité de l'islam avec la République connaît de nouveau un succès très... médiatique.

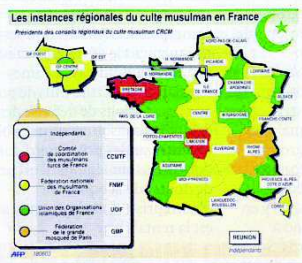
Islamophobie

Express(e)

Dans son édition du 12 juin, l'hebdomadaire français à grand tirage l'Express titre fièrement son dossier spécial : «L'islam, les vérités qui dérangent». Le ton est donné, très révélateur de l'orientation globale simplificatrice et tendancieusement islamophobe de nombreux médias et acteurs prenant position dans l'affaire du mariage annulé. Car ce sujet reste efficace : l'occasion est trop belle pour la presse de faire couler l'encre, et pour les associations féministes, les intellectuels et les politiques de se profiler ou d'améliorer leur cote de popularité. Avant d'analyser plus en avant cet emballement, d'abord les faits qui ont attiré une nouvelle fois une sorte de déchaînement anti-musulman en France. Le 1^{er} avril, le tribunal de Lille rend une décision en se basant sur l'article 180 du Code civil qui stipule que «s'il y a eu erreur dans la personne, ou sur des qualités essentielles de la personne, l'autre époux peut demander la nullité du mariage».

Un enjeu politique

L'AFFAIRE ? UN HOMME OBTIENT gain de cause parce que son épouse lui a menti sur sa virginité, celle-ci ayant elle-même reconnu le mensonge. Mais une fois la polémique lancée, l'affaire dépasse rapidement le simple cadre juridique pour se transformer en un débat sur les valeurs. D'aucuns estiment, à juste titre d'ailleurs, que ce cas crée un dangereux précédent. La virginité peut-elle être une «qualité essentielle»? Par de réponse définitive à cette question qui varie selon les personnes. Ce qui est essentiel pour l'un peut ne pas l'être pour l'autre. Pourquoi toute



cette polémique alors ? Le couple est musulman ; une précision qui, normalement, n'a pas lieu d'être, car si l'affaire avait concerné un couple catholique traditionnel, elle n'aurait sans doute pas pris la même dimension.

Selon Xavier de la Chaise, avocat au barreau de Paris, «ce qui il faut bien comprendre, c'est qu'il n'est pas reproché à cette femme de ne plus être vierge, mais de ne pas l'avoir dit. A partir du moment où elle le savait, que le mari peut apporter la preuve qu'il ne l'aurait pas épousée si elle le lui avait dit, tout cela soumise à l'appréciation du tribunal, cette jurisprudence n'a absolument rien d'extravagant». Et d'ajouter au *Nouvel Observateur* : «Personne ne s'insurge quand sont prononcées des annulations de mariage pour impuissance alors que la femme tenait absolument à fonder un foyer ou lorsqu'un des conjoints a caché qu'il s'était prostitué. Je répète que ce genre d'affaires sur les "qualités essentielles" que ce soit pour des questions intimes ou religieuses sont déjà vus. Cette affaire est avant tout une instrumentalisation politique». Pour le procureur de la République de Lille, Philippe

Lemaire également, la question de la virginité «focalise un peu le débat [...], c'est le mensonge qui motive la décision du juge». Le comble : le parquet prend la décision de faire appel alors même que l'ex-épouse ne le souhaite pas. «Que l'on puisse faire appel du jugement alors que je n'ai rien demandé me révolte», affirme la principale concernée. Une déclaration qui vient confirmer celle de son avocat, Charles-Edouard Mauger selon lequel sa cliente se sentait «très, très mal» depuis qu'elle avait appris la décision d'appel, alors que l'annulation de son mariage lui avait apporté «du soulagement». «Il aurait été plus serein de ne pas faire appel, de poser le débat [...] et de s'acheminer vers une modification de l'article 180, en indiquant que la notion de non virginité ne pourrait pas être invoquée en tant que qualité essentielle permettant d'annuler un mariage. Et là, tout serait réglé», avait-il conclu. Une position très sensée, quoique le débat sur les valeurs reste ouvert. La garde des Sceaux Rachida Dati, aujourd'hui décriée de toutes parts, avait d'abord affirmé que «le fait d'annuler un mariage est aussi un moyen de protéger la personne qui souhaite peut-être se défaire du mariage», faisant valoir que «cette jeune fille a souhaité également, sans doute, se séparer assez rapidement». Elle a en outre rappelé que les époux concernés étaient tous les deux «d'accord». Cette prise de position à contre-courant d'un discours mainstream enflammé et décalé des faits s'explique probablement par son expérience personnelle de son propre mariage «décidé sans le vouloir». Voici pour planter le décor.

Quant à l'instrumentalisation politique de l'affaire, elle est bien plus dangereuse qu'une prétendue régression sur les acquis du mouvement de libération des femmes. Pour cela, il suf-



Tombes musulmanes profanées dans le cimetière de Ablain-Saint-Nazaire, dans le nord de la France, le 20 avril 2007.



Dalil Boubakeur, président du Conseil français du culte musulman.

fit de se pencher, à titre d'exemple, sur un certain angle véhiculé par la presse sur la question de l'incompatibilité – et non la compatibilité ! – de l'islam et des valeurs républicaines. Ainsi, dans le dossier de l'Express : «L'islam est global et le Coran indivisiblement d'ordre spirituel et temporel. Rien ne s'oppose davantage au fameux principe chrétien : "Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu".»

On choisit les éléments qui confirment l'image que l'on veut colporter de l'islam. Peut-être que certains musulmans et non-musulmans font une interprétation différente de cette reli-

L'anti-islamisme est devenu un exutoire aux difficultés politiques et économiques en Occident.

gion. Mais nulle mention n'est d'une telle réalité, indépendamment du fait que l'Europe a connu durant des siècles l'autorité des monarchies de droit divin.

Stigmatisation de l'islam

LES EXEMPLES COMME CELUI-CI sont nombreux. Concernant le jihad, le dossier explique : «La religion du Prophète n'a évidemment pas le monopole du sang versé – l'Ancien Testament regorge de batailles et de tueries, et le christianisme a brûlé les hérétiques et promu les croisades, en trahissant le pacifisme de son message originel. L'islam, cependant, a admis la guerre sainte dès son origine : elle est non seulement juste, mais licite, dit le Coran. Elle sanctifie et procure des récompenses spirituelles. La tradition musulmane va donc réglementer et codifier très tôt l'usage des armes jusque dans la répartition des avantages matériels qu'il

entraîne, et l'associer à un expansionnisme territorial étranger au judaïsme. » Noter la comparaison fondée sur les messages originels opposés dans le christianisme et l'islam : le christianisme pacifique d'un côté, l'islam belliqueux de l'autre ; avec en plus une chute qui rappelle que l'expansionnisme territorial est absent du judaïsme !

L'idée d'une incompatibilité de l'islam avec la laïcité républicaine est tenace. Et pour cause. L'anti-islamisme, après l'antisémitisme, est devenu un exutoire tout trouvé aux difficultés économiques et politiques en Occident. Les polémiques liées à l'islam s'enchaînent : la question du voile en France en 2004, l'affaire des caricatures danoises en 2006, ou encore, dernièrement, la provocation du film *Fitna* de Geert Wilders. En attendant, la saga judiciaire du mariage annulé continue. A suivre.

AMINA BOUBIA